

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 Rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Annecy, le **15 DEC. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT
Carrière BOCHER Nord – Les Houches

Carrière de Clairtemps
Route Blanche
74310 LES HOUCHEs

Références : AN2022-PGD-20221121-RAP-InspCarVicatlesHouches-vs
Code AIOT : 0006101813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement Granulats Vicat implanté au lieu dit « Bocher Nord » 74310 LES HOUCHEs. L'inspection a été annoncée le 14/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- LIEU-DIT « BOCHER NORD » 74310 LES HOUCHEs
- Code AIOT : 0006109273
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société Granulats Vicats est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2009 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2013 à exploiter une carrière de roche massive sur la commune des Houches au lieu-dit Bocher Nord.

Le gisement a été estimé à 1 337 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 60 000 tonnes/an en moyenne et 90 000 t/an au maximum. Le remblayage est autorisé à hauteur de 50 000 t/an.

Deux zones ont été délimitées pour accueillir les déchets inertes :

- zone 1 : située à proximité de l'entrée du site, en partie sud-ouest du site, capacité 75 000 m³ ;
- zone 2 : situé à l'extrémité nord-ouest du site, capacité 125 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN 2022 : PGD et registre ;
- Exploitation/surveillance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
2	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	3 mois
3	Stabilité des fronts	Arrêté Ministériel du 23/09/1994, article 11 > 11.6	3 mois
4	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.	3 mois
9	AN 2022 – Traçabilité des terres	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	Sans suite

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
5	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.	Sans suite
6	AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Sans suite
7	AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.	Sans suite
8	AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.	Sans suite
10	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, articles 7.4 et 7.7	Sans suite
11	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 8.1	Sans suite
12	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 11	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

L'exploitant devra cependant transmettre une étude trajectographique qui complète l'étude géotechnique réalisée. Il justifiera également de la stabilité des stockages des déchets inertes d'extraction et du remblaiement réalisée sur la carrière dans le cadre de la remise en état du site et devra mettre en place un registre des déchets et terres excavées inertes qui sont utilisés dans la cadre de la remise en état du site.

2-4) Fiches de constats

N°1 : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets concernés par le PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ; • aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux, non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; • lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les</p>

résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Constats :

Seuls les déchets issus de l'exploitation sont concernés par le Plan de Gestion des Déchets.

Les déchets produits sur le site de la carrière sont :

- les stériles : il s'agit éventuellement de veines d'argile ou de couche schisteux ;
- les boues issues des installations de traitement ;
- la terre végétale.

L'ensemble de ces déchets sont valorisés dans la remise en état du site, la création de piste.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de stockage des déchets Inertes d'extraction

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

Nous avons vu en séance que les zones de stockages des déchets d'extraction sont identifiées et localisées dans le plan de gestion de déchets.

Sous 3 mois, l'exploitant transmettra une notice explicative concernant les zones de stockage des déchets d'extraction qui sont sur le site de la carrière avant d'être utilisés en valorisation dans le cadre de la remise en état du site.

Il matérialisera ces stocks sur le plan d'exploitation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Stabilité des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.

Thème(s) : Risques accidentels, Fronts d'abattage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser par le bureau Geolithe une étude géotechnique des fronts d'exploitation. Cette étude doit être transmise par mail à l'inspection des installations classées.</p> <p>Au vu des résultats de l'étude, sous 3 mois, l'exploitant complètera cette étude par une étude trajectographique qu'il transmettra à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°4 : Remblayage de carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité du remblayage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant transmettra une notice explicative concernant les zones remblayées de la carrière dans le cadre de la remise en état du site. Il justifiera de la stabilité de ces zones.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°5 : Remblayage de carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déchets inertes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; • les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
<p>Constats :</p> <p>Les déchets inertes utilisés dans le cadre du remblayage de la carrière sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets d'extraction du site : veine d'argile, matériaux shisteux ; • les déchets provenant des installations de traitements des matériaux de la société : les boues d'extraction.

Les déchets inertes extérieurs proviennent de l'installation de traitement et de regroupement du Groupe Granulats Vicat située sur la commune des Houches. Il s'agit de déchets inertes issus du traitement du granit de l'Arve et du curage de l'Arve par le SM3A.

L'ensemble de ces déchets respecte les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°6 : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PGD ou justification absence PGD

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

La société Vicat granulats exploite une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune des Houches.

L'exploitant nous a déclaré que la totalité des déchets issus de l'extraction (terre végétale et stériles) est utilisée dans le cadre de l'aménagement du site (création de pistes) et du remblaiement du site.

Au vu des constats précédents, l'exploitant justifie de la non nécessité de réaliser un plan de gestion des déchets.

Cette justification doit cependant être tracée et transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie

tous les 5 ans. L'exploitant devra transmettre cette justification sous 1 mois.

A la suite de cet envoi, l'inspection rappelle que l'exploitant devra mettre à jour la justification qu'il n'est pas nécessaire de réaliser un plan de gestion des déchets tous les 5 ans à la date de notification de cet envoi.

A chaque révision, cette justification devra être transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie par :

- courriel à l'adresse suivante : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr ;
- courrier à l'adresse suivante : P.A.I.C., 3 rue Paul Guiton 74 000 Annecy.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°7 : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme.

Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;

- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

Constats :

Les matériaux extraits sur ce site sont des roches massives métamorphiques de schiste gris. Les fines de ces matériaux sont utilisées pour la remise en état du site. Les boues issues du traitement des matériaux alluvionnaires de l'Arve sont également mis en remblais sur le site.

Dans ce cadre, si l'extraction des matériaux génère éventuellement des déchets, il n'est pas nécessaire de démontrer que ces déchets satisfont aux cinq critères définis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié pour justifier de leur caractère inerte.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°8 : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescriptions contrôlées : Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.
Constats : Au vu des constats réalisés, cette prescription ne s'applique pas à l'exploitation de ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : AN 2022 – Traçabilité des Terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité des terres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la date de réception ; • b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; ◦ les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; ◦ lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; ◦ s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; ◦ le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; ◦ le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; ◦ la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; • c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; ◦ la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; ◦ l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; ◦ la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; ◦ l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; ◦ la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu,

- leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
 - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Ils doivent également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS). L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

Du fait de la mise en place tardive du RNDTS, exceptionnellement et uniquement pour l'année 2022, les exploitants peuvent réaliser leur déclaration jusqu'au 31/12/2022. Ils ne sont pas dans l'obligation de le réaliser mensuellement à mois n+1.

Pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télédéclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.

Seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation de transit sont soumises au RNDTS.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, lorsque l'une des personnes mentionnées aux articles 1er à 14 de l'arrêté, ne dispose pas de numéro SIREN, le numéro SIREN et le numéro SIRET sont remplacés par, selon le cas :

- pour les associations, le numéro d'inscription au registre national des associations, ou à défaut au registre des associations du tribunal de leur siège ;
- pour les entreprises dont le siège social est situé hors de France et dans un pays de l'union européenne, le numéro de TVA intracommunautaire ;
- lorsque ce siège social est hors de l'union européenne, le numéro d'identification délivré par les autorités du pays d'implantation ;
- pour les personnes physiques, les nom et prénom.

Les déchets inertes dont potentiellement des terres qui arrivent sur le site de la carrière transitent par l'installation de traitement du groupe située sur la commune des Houches.

L'exploitant n'a pas mis en place de registre entre ces 2 installations. Le registre est mis en place sur les entrées de l'installation de traitement.

Sous 3 mois, l'exploitant mettra en place un registre d'entrée des terres et des déchets inertes qui arrivent sur la carrière.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N°10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, articles 7.4 et 7.7

Thème(s) : Risques accidentels, Méthode d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée

Article 7.4

La première phase d'exploitation concernera la partie haute de la carrière, l'éperon central mis à jour sera laissé pour partie en place pour contribuer à améliorer l'aspect visuel de la carrière.

En deuxième phase, l'extraction des dépôts meubles et de la roche massive sous-jacente se poursuivra jusqu'au niveau 957.

La troisième période concernera essentiellement la partie nord-ouest de la carrière par arasement de la falaise jusqu'au niveau du carreau final à 925 m.

La pente générale du front de carrière sera en moyenne égale ou inférieure à 45°.

Article 7.7

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;
- les zones en cours d'exploitation ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

En considérant le phasage tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation, à la date de l'inspection, la phase T3 devrait être achevée dans 2 ans et le site remis en état tel que prévu dans le dossier.

A la fin de la phase T3 :

- partie Sud : création d'un talweg parallèle à la route de Bocher avec une pente descente d'environ 6 % (Sud-Est vers Sud-Ouest)
- partie Nord-Ouest : création de 6 gradins supplémentaires pour arriver au carreau final de 925 m NGF.

Le jour de l'inspection, nous avons constaté un léger décalage concernant le remblayage de la zone sud ainsi qu'une différence de hauteur de fronts d'exploitation. L'exploitant nous a déclaré qu'il serait compliqué de respecter le phasage à la fin de cette phase. Il nous a également déclaré souhaiter déposer une demande de renouvellement et d'extension de son site.

L'arrêté préfectoral arrivant à échéance le 25/05/2024, l'inspection suggère que l'exploitant dépose auprès de monsieur le préfet de la Haute-Savoie un porter à connaissance avec l'ensemble des éléments nécessaires afin de prolonger son autorisation. Ce délai permettra de d'instruire la demande d'autorisation environnementale de renouvellement et d'extension de son site.

L'inspection rappelle, conformément à l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement, que pour une demande renouvellement de carrière avec une extension de moins de 25 ha, le pétitionnaire peut déposer une demande d'examen préalable à la réalisation d'une étude d'impact (cerfa 14734*03) auprès de monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

A la date de l'inspection afin de vérifier l'avancement, nous avons analysé le dernier plan d'exploitation réalisé en 8 juin 2022.

Le plan est en conformité avec l'avancement réel de l'exploitation. Il précise l'ensemble des items prescrits si ce n'est les abords dans un rayon de 50 mètres.

A la réalisation du prochain plan d'exploitation, l'exploitant ajoutera les abords dans un rayon de

50 mètres, il matérialisera également les stocks de déchets sur le plan d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée La remise en état est de type naturel et menée simultanément avec la période d'exploitation. Selon les secteurs définis dans l'étude d'impact, elle conduit à recréer des zones boisées et des pelouses sèches. Les structures d'érosion glaciaire mises à jour sont conservées en l'état lorsqu'elles présentent un intérêt géologique. Sur les autres zones, l'effet de gradin est totalement effacé soit par remblaiement, soit par reconstitution artificielle de l'éboulis. Les pistes résiduelles pouvant servir de chemin d'accès aux zones d'intérêt géologiques peuvent être conservées. Le contrôle de la reprise de la végétation nécessaire au développement du papillon Apollon est confié à un bureau d'étude spécialisé qui effectuera une campagne de suivi après sept ans d'exploitation et au cours de la procédure d'abandon du site.
Constats : Le jour de l'inspection, nous avons constaté que les dispositions concernant les la remise en état étaient respectées : remblaiement de la zone sud selon le plan de remise en état, l'effet gradin est effacé. L'exploitant réalise un suivi annuel du papillon Apollon. En 2021, le rapport de suivi de l'écologue Karum, a constaté la reproduction du papillon Apollon sur le site et une présence accrue de cette espèce sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les dispositifs de limitation des poussières résultant des travaux d'extraction sont aussi complets et efficaces que possible. Un arrosage des pistes est effectué en période de sécheresse et à chaque fois que l'état des pistes le rendra nécessaire.
Constats : Cette carrière n'est pas soumise à un plan de surveillance environnementale car sa production est inférieure à 150 000 t/an. Cependant, du fait de la sensibilité locale vis-à-vis des émissions (commune située dans la PPA de la vallée de l'Arve), l'exploitant a mis en place un plan de surveillance des poussières environnementales qui analyse les émissions de poussières de la carrière et des installations de traitement situées sur la commune des Houches. Le plan prévoit 7 points de mesure dont 2 de type (b) et une station témoin. Deux points sont situés sur le périmètre de la carrière, dans l'orientation de la vallée. Au vu de la topographie du site (vallée, massif), il n'y a pas de cible de type (b) dans le périmètre de la carrière ou sous les vents

dominants.

Les campagnes ont été réalisées par le bureau KALI'AIR sur une période de 30 jours. Les résultats des campagnes réalisées montrent pour toutes les jauges un résultat largement en dessous de l'objectif à atteindre pour les jauges de types (b) de 500 mg/m²/jour (gêne pouvant être qualifiée d'importante) pour les carrières soumises à un plan de surveillance des poussières environnementales.

A titre indicatif, la norme allemande (TA Luft) fixe à 350 mg/m²/j le seuil d'apparition d'une gêne potentielle.

En 2022, les résultats des mesures au niveau du périmètre de la carrière ne dépassent pas les 200 mg/m²/j.

Aucun pompage n'est autorisé dans le milieu, il n'y a pas d'installation de traitement sur le site. Ces dernières sont situées à environs 4,5 km de la carrière.

Au vu de la granulométrie des matériaux extraits et/ou stockés, ils ne sont pas susceptibles de générer des poussières fines, les matériaux ne sont donc pas arrosés.

L'extraction par tir de mines génère très peu de poussières du fait de la limitation de la hauteur de foration par l'exploitant (< 7 m). Il n'y a pas de marinage, les matériaux sont repris à la pelle pour être chargés sur les tombereaux. Seules les pistes sont arrosées.

L'eau utilisée sur la carrière provient des installations de traitement. L'exploitant a l'autorisation de pomper dans la nappe d'accompagnement de l'Arve. 280m³/h. Les 4 pompes qui prélèvent l'eau possèdent un compteur individuel. L'eau est utilisée en majorité pour le lavage des matériaux. Toute l'eau prélevée est comptabilisée. Nous avons vu en séance les consommations totales pour 2021 et 2022.

Si nous ramenons ce volume prélevé à la quantité de matériaux extraite, nous arrivons à un ratio de 3,25 m³/t de matériaux produits. Ce ratio est majorant puisqu'il ne tient pas compte des matériaux issus de l'Arve qui sont également traités sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet